

PROVINCE DE QUÉBEC
M.R.C. BROME-MISSISQUOI
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ARMAND

23 oct. 2006	Procès-verbal de la séance extraordinaire des membres du conseil de la Municipalité de Saint-Armand, tenue à la salle du Conseil de Saint-Armand, lundi le 23 octobre 2006 à 19h30, au lieu ordinaire des séances, sous la présidence de Monsieur Clément Galipeau, maire-suppléant.
Présences	Sont aussi présents, les conseillères et les conseillers suivants : Serge Courchesne, Marielle Cartier, Rodrigue Benoit et Ginette Lamoureux Messier.
Autres présences	La directrice générale, Jacqueline Chisholm, l'inspecteur municipal, Luc Marchessault et 3 citoyens sont aussi présents.
Absences	Le maire, Réal Pelletier et le conseiller Martin Landreville sont absents.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Après avoir constaté quorum, Monsieur le maire-suppléant, ouvre la séance et donne lecture de l'avis de convocation de la séance extraordinaire.

Les sujets à discuter sont les suivants :

1. Demande d'inscription au Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles (voir documents en annexe);
2. Sable et abrasifs;
3. Appentis abri à sel à déglacer;
4. Zonage de production;
5. Rencontre avec la Ville de Lac Brome concernant les cyanobactéries dans les lacs;
6. Achat d'une remorque.

06-10-2146	1. <u>DEMANDE D'INSCRIPTION AU PROGRAMME SUR LA REDISTRIBUTION AUX MUNICIPALITÉS DES REDEVANCES POUR L'ÉLIMINATION DE MATIÈRES RÉSIDUELLES</u>
------------	---

Considérant que le gouvernement a adopté le Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles par le décret 340-2006, publié le 24 mai 2006 dans la Gazette officielle du Québec et qu'aux termes de ce règlement, une redevance de 10 dollars est exigée pour chaque tonne métrique de matières résiduelles éliminées dans un lieu visé par le Règlement, et ce, depuis le 23 juin 2006;

Considérant que les municipalités doivent payer, directement ou indirectement, les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles afin de pouvoir être admissibles au Programme de subventions;

Considérant qu'en vertu de l'Entente concernant la mise en œuvre de la redistribution sous forme de subventions des redevances perçues en application du Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles conclue entre le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales et l'Union des municipalités du Québec, le ministre s'est engagé à redistribuer aux municipalités 85 % des redevances perçues annuellement en application de ce règlement;

Considérant qu'en vertu du Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles adopté par le gouvernement (décret 341-2006) et conformément à l'Entente, la municipalité admissible et inscrite au Programme a la garantie de recevoir en subvention, jusqu'en 2010, au moins le montant qu'elle aura payé en redevances pour l'élimination de ses matières résiduelles résidentielles;

Considérant que cette subvention contribuera au financement des activités municipales visant la mise en œuvre du Plan de gestion des matières résiduelles couvrant son territoire (PGMR);

Considérant que la municipalité est couverte par le PGMR de la MRC de Brome-Missisquoi en vigueur depuis le 20 août 2003;

Considérant que la municipalité a la responsabilité de la mise en œuvre du PGMR de la MRC de Brome-Missisquoi;

Considérant que, pour obtenir cette subvention, la municipalité admissible doit s'inscrire au Programme et qu'à cet effet, une résolution est demandée;

POUR CES MOTIFS,

**Il est proposé par Marielle Cartier
appuyé par Ginette Lamoureux Messier
et résolu**

Que : la municipalité admissible :

- demande d'être inscrite au Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles;
- s'engage à respecter les éléments de reddition de compte prévue au Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles. Elle consiste d'une part, à fournir au ministre, dans les 30 jours de la réception par le secrétaire trésorier du rapport de son vérificateur externe en vertu de l'article 966.3 du Code municipal ou de l'article 108.3 de la Loi sur les cités et villes, un avis de ce vérificateur externe attestant que celle-ci s'est conformée aux exigences du programme et que les sommes ont été utilisées aux fins prévues; et d'autre part, à démontrer à la demande et à la satisfaction du ministre que les dépenses effectuées pour la mise en œuvre de son plan de gestion des matières résiduelles égalent ou excèdent la subvention versée dans le cadre de ce programme;
- autorise le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et RECYC-QUÉBEC à échanger des informations qu'ils détiennent en provenance de la municipalité ou relatives à la municipalité à l'égard du Règlement, du Programme, du Régime de compensation pour la collecte sélective de même qu'à la gestion municipale des matières résiduelles;
- autorise la directrice générale à transmettre au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs toute information requise à l'inscription, au respect et au bon fonctionnement du Programme.

ADOPTÉ

2. SABLE ET ABRASIFS

06-10-2147

Considérant que le prix confirmé par Bricon pour l’abrasif est de 11.50\$ la tonne métrique, plus les taxes;

Considérant que le prix confirmé par Graymont Inc. pour l’abrasif est de 9.00\$ la tonne métrique, plus les taxes;

Considérant que le prix confirmé par Graymont Inc. pour l’abrasif mélangé avec du sel à déglacer est de 21.00\$ la tonne métrique, plus les taxes;

Considérant que l’abrasif offert n’est pas identique chez les 2 fournisseurs;

En conséquence,

**Il est proposé par Marielle Cartier
appuyé par Serge Courchesne
et résolu**

QUE : l’inspecteur municipal s’approvisionne d’abrasifs et de sel à déglacer chez le fournisseur approprié selon la situation climatique et l’état de la chaussée.

ADOPTÉ

06-10-2148

**Il est proposé par Rodrigue Benoit
appuyé par Marielle Cartier
et résolu**

QU’ un maximum de 400 tonnes métrique de sable pour le déglacage des chemins d’hiver soit acheté chez J.A. Beaudoin Construction Ltée au prix de 8.00\$ la tonne métrique, plus les taxes, incluant la livraison.

ADOPTÉ

06-10-2149

3. APPENTIS ABRI À SEL À DÉGLACER

**Il est proposé par Rodrigue Benoit
appuyé par Marielle Cartier
et résolu**

QUE : la structure de l’appentis de l’abri à sel à déglacer soit montée par Monsieur Denis Lamothe, au coût de 7 262.21\$, taxes incluses, plus la main d’œuvre.

ADOPTÉ

Le maire, Monsieur Réal Pelletier arrive à 20h10.

06-10-2150

4. ZONAGE DE PRODUCTION

Considérant que les zones de restrictions suggérées par la MRC sur le plan intitulé Zonage de production ne représentent pas les orientations de la municipalité;

Considérant que les vents dominants proviennent du sud-ouest;

**Il est proposé par Rodrigue Benoit
appuyé par Ginette Lamoureux Messier
et résolu**

QUE : la municipalité de Saint-Armand propose à la MRC de Brome-Missisquoi d’augmenter les limites Sud et Ouest des secteurs Pelletier Sud et Pigeon Hill pour qu’ils soient protégés par une bande de 800 mètres.

ADOPTÉ

5. RENCONTRE AVEC LA VILLE DE LAC BROME CONCERNANT LES CYANOBACTÉRIES DANS LES LACS

Sujet à reporter à la séance de novembre.

6. ACHAT D'UNE REMORQUE

Sujet à reporter à la séance de novembre.

06-10-2151

7. LEVÉE DE LA SÉANCE

Il est proposé par Marielle Cartier
et unanimement résolu

QUE : la séance soit levée à 20h25.

ADOPTÉ

DIRECTRICE GÉNÉRALE
Jacqueline C. Chisholm

MAIRE
Réal Pelletier